ELLES ONT MANIFESTÉ HIER

Le calvaire des familles des détenus de Ghardaïa

Les familles des détenus de Ghardaïa pleurent le sort qui s'est abattu sur elles. «Libérez nos papas», scandaient hier avec un accent de naïveté bouleversant les enfants de ces prisonniers venus en compagnie de leurs mères crier leur désarroi face à la Maison de la presse Bachir-Attar.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Les scènes qui se sont déroulées alors ont généré une émotion qui s'est emparée et des passants et des policiers appelés en renfort pour gérer une situation à laquelle ils ne s'attendaient pas. Il est 10h30 lorsqu'une longue rangée d'enfants, vêtus pour la plupart de vêtement mozabites, s'aligne face à la Maison de la presse. Leur âge varie de trois à dix ans.

Petits comme grands brandissent des affiches mais aussi des portraits de détenus. Derrière eux, les mamans se mettent en place. Comme le veut la tradition mozabite, la plupart d'entre elles portent le célèbre «bouaouina» qui ne laisse apparaître qu'un seul œil. Avec leurs enfants, elles reprennent en chœur les mots d'ordre lancés par un homme âgé dont la tâche est d'encadrer les familles. «Rendez-nous nos maris», «Nos pères n'ont rien fait, laissez-les rentrer à la maison», «Nous sommes des Algériens».

Les familles entonnent l'hymne national. Des policiers arrivent et questionnent Me Salah Dabbouze, avocat des détenus. Ils exigent que les familles se retirent. L'avocat refuse. Les forces de l'ordre acheminent alors un bus et demandent au chauffer de se garer en travers de la route. Le moteur qui continue à tourner étouffe les voix des enfants qui pleurent leurs pères. Les femmes refusent de monter dans le bus. Elles tiennent d'abord à transmettre leur message. «140 familles sont détruites. Chez nous, la tradition veut que les femmes ne sortent pas de chez elles, ne travaillent pas, nous dépendons totalement de nos maris, de nos pères ou de nos frères pour certaines. Depuis leur arrestation, nous n'avons plus de quoi vivre. Pas de couches, pas de lait, nous vivons de la solidarité des autres.

Parmi nous, cinq familles qui vivaient de la boulangerie de Fekhar. Ils l'ont mise sous scellés pour des raisons que nous ignorons, mais c'est nous qui en souffrons. Nos familles sont détruites, les enfants sont en déperdition scolaire, et nos maris encourent de lourdes peines et même la peine capitale.» De nouvelles discussions s'engagent entre les policiers et Me Dabbouze. Ils exigent à nouveau la dispersion des familles.

Photo : DR

Les enfants brandissent des affiches et des portraits de détenus.

L'avocat, visiblement fatigué, a dernièrement parcouru 400 km en direction de Ghardaïa. L'action largement relayée par les réseaux sociaux avait pour but de soutenir Fekhar et l'inciter à suspendre sa grève de la faim en entamant des actions qui lui redonneraient espoir. Le détenu, accusé d'être à l'origine des évènements qu'a connus Ghardaïa ces dernières années, a accepté de répondre à la demande de son avocat. Aujourd'hui, il tente d'aider comme il le peut ces familles qui le sollicitent. Prudent, il évoque les derniers développements survenus dans l'affaire Fekhar. Il confirme ainsi l'information largement diffusée sur le net, relative à la demande faite par des avocats étrangers de renommée internationale de venir lui prêter main-forte pour plaider la cause de son client.

L'Américain Henry Loîc et un confrère canadien ont renouvelé leur intention il y a moins d'une semaine. La défense préfère pour l'instant temporiser. Des informations en cours indiquent que les Nations-Unies, saisies autour de ce dossier, ont adressé aux autorités algériennes une lettre dans laquelle elles demandent aux responsables d'expliquer les raisons d'une détention aussi longue.

Me Dabbouze confie, cependant, : «Nous ne pouvons pas commenter cette information, la loi nous l'interdit tant que la réponse définitive n'est pas fournie par les Nations-Unies.» La réponse algérienne sera connue le 17 mai prochain, a-t-on appris. Un autre évènement est attendu entre-temps.

Par mesures exceptionnelles, la Cour suprême a rouvert trois dossiers jeudi dernier. Celui de Fekhar y figure. La réponse de cette étude sera connue dans les tout prochains jours.

A. C.

MAROC-SAHARA OCCIDENTAL

Le forcing de l'ONU

Jamais autant d'efforts n'auront été consentis par la communauté internationale pour sortir le dossier du Sahara occidental de l'impasse dans lequel il se trouve. La pression s'exerce notamment pour la reprise de pourparlers directs à l'heure où le Front Polisario offre un nouveau gage de bonne volonté en se retirant de la zone de Guerguerat.

L'occupation de ce no man's land par le Front Polisario, suite à la provocation du Maroc qui a acheminé des troupes à Guerguerat sous un prétexte commercial, avait provoqué une tension qui a donné des sueurs froides à la communauté internationale.

Campant chacune sur ses positions, les deux parties menaçaient de recourir à nouveau au langage des armes pour faire prévaloir leurs droits sur cette zone et en finir une fois pour toutes avec une situation qui n'a que trop duré. Conscientes du danger qui se profilait, l'Europe et les Nations-Unies ont enclenché un processus discret pour tenter de désamorcer la bombe.

Tout a commencé avec des négociations secrètes menées dans les couloirs de l'ONU entre les partisans d'un dénouement pacifique du dossier et la délégation marocaine sur place. Le Maroc a été sommé de se retirer de Guerguerat sans conditions après que le Front Polisario eut disposé une défense aérienne qui laissait présager le pire. Le Maroc cède sous la pression, ne retire effectivement ses troupes qu'après de longues semaines.

Pour donner davantage de gages de bonne volonté et apaiser la situation, les Nations-Unies appellent discrètement Christopher Ross, la bête noire des Marocains, à d'autres fonctions avant même l'expiration de son mandat d'envoyé spécial de l'ONU au Sahara occidental. Son départ succède à celui de Ban Ki-moon, l'homme qui avait mené la vie dure au Maroc en tentant de lui imposer l'application des résolutions prises en faveur de l'organisation d'un référendum d'autodétermination. La tension se relâche. Et les efforts diplomatiques s'intensifient jusqu'à l'obtention du retrait total des deux parties. Le retrait du Front Polisario semble avoir notamment suscité un grand espoir. Le nouveau SG de l'ONU a d'ailleurs qualifié ce geste de très positif. «Cette action, dit-il, devrait améliorer le climat et aider à la relance d'un processus de négociations avec une nouvelle dynamique et un nouvel état d'esprit.»

Une résolution adoptée par le Conseil de sécurité appelle, par ailleurs, les deux parties à «montrer une volonté politique et travailler dans une atmosphère propice au dialogue afin de reprendre les négociations». Ce projet semble avoir fait l'objet d'un long travail diplomatique mené par les Etats-Unis qui ont confirmé avoir eu des consultations avec la France, la Russie et le Royaume-Uni. Des informations rapportées par les agences de presse étrangères affirment que M. Guterres «avait envoyé plus tôt en avril un rapport au Conseil de sécurité pour promouvoir une nouvelle dynamique et des négociations afin de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable qui inclut une résolution de la dispute sur le statut final du Sahara occidental».

La France, pourtant considérée comme un allié stratégique du Maroc, a, quant à elle, fait savoir à travers son ambassadeur François Delattre que son pays «espère que l'adoption à l'unanimité de cette résolution permettra de nous tourner résolument vers l'avenir pour nourrir la dynamique politique engagée (...) au bénéfice de tous dans la région».

L'ambassadrice adjointe des Etats-Unis a, elle, fait savoir que ce Conseil «surveillera de près ce que font les parties». Les mêmes sources (agences de presse) rapportent, par ailleurs, que «plusieurs ambassadeurs ont demandé à toutes les parties de s'engager sérieusement dans ce nouvel effort pour relancer les négociations».

Enfin, il faut savoir qu'après l'adoption d'une résolution renouvelant le mandat de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le Sahara occidental) jusqu'en avril 2018, le SG de l'ONU a annoncé qu'un rapport sera présenté dans 30 jours pour relancer les pourparlers entre le Front Polisario et le Maroc. De l'attitude de ce dernier dépendra l'évolution des évènements.

A. C.

PROROGATION DU MANDAT DE LA MINURSO AU SAHARA OCCIDENTAL

Un «succès diplomatique» pour la cause sahraouie, selon Lamamra

L'Algérie salue la prorogation du mandat de la Mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) intervenue vendredi soir aux Nations-Unies.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Par la voix du ministre d'Etat ministre des Affaires étrangères et des Relations internationales, Alger qualifie de «succès diplomatique» pour la cause sahraouie, soulignant qu'il permettra la remise sur les rails le processus de négociations.

«Le processus politique sera relancé avec un nouvel esprit et dans le cadre d'une nouvelle dynamique et il s'agit donc de lancer de nouvelles négociations directes entre le royaume du Maroc et le Front Polisario», a indiqué hier Lamamra, en marge d'une visite à la salle des opérations des élections législatives du 4 mai, à l'intention des observateurs internationaux de l'ONU, de l'Union africaine (UA), de la Ligue des Etats arabes. Il a ajouté que le processus politique, qui, pendant des années, avait été «paralysé», sera «remis sur les rails» comme le SG de l'ONU l'a indiqué dans son rapport et comme le Conseil de sécurité l'a consigné également dans ses résolutions.

M. Lamamra a salué dans le même temps la «grande lucidité» des dirigeants sahraouis vantant leur «haut sens de la responsabilité», surtout que la tension était montée dans la zone de Guergueret. Il a ajouté, dans ce sillage, que les responsables sahraouis avaient réussi à attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que le Sahara occidental n'a pas encore été mis en position d'exercer librement son droit à l'autodétermination.

Le ministre a salué la décision des dirigeants sahraouis notamment de répondre aux sollicitations du SG de l'ONU et de certains pays comme les Etats-Unis qui président le Conseil de sécurité, à travers le redéploiement de leur unité de la gendarmerie sahraouie qui était déployée à Guergueret, afin de faciliter le lancement du processus politique, ce qui «a permis l'adoption, à l'unanimité, de cette résolution et a ouvert des perspectives afin que le processus soit accéléré pour aboutir à l'organisation d'un référendum d'autodétermination», a-t-il soutenu.

«Je considère donc que c'est une chance pour la région» et un «succès diplomatique pour la cause sahraouie», s'est-il félicité.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité vendredi la résolution 23 51 (2017) par laquelle il proroge jusqu'au 30 avril 2018 le mandat de la Minurso.

Le vote de la résolution, intervenu au début d'une session du Conseil de sécurité, présidée par les Etats-Unis, a reçu 15 voix pour. La résolution a été ainsi adoptée à l'unanimité par les membres de cet organe onusien.

Y. D.